

LE PEUPLE KURDE

Son Histoire :

Pasteurs semi-nomades, d'origine indo-européenne, le peuple kurde a lutté depuis des siècles pour maintenir son indépendance. Majoritairement musulmans sunnites, on y rencontre aussi des kurdes juifs, chrétiens, yésidis et alévis.

Au XVI^e siècle une grande partie des Kurdes passa sous la domination Ottomane jusqu'en 1920 avec le traité de Sèvres qui prévoie la création d'un Kurdistan indépendant mais qui sera désavoué par le traité de Lausanne dès 1923.

Dispersés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'URSS, les kurdes se révoltent en Turquie d'abords puis en Irak jusqu'en 1945.

En Turquie, les révoltes se sont succédées jusqu'en 1937. Il est estimé à 150 000 le nombre de Kurdes tués et à plusieurs centaines de milliers de déportés. Une période d'assimilation forcée s'en suivit : le mot Kurde fut interdit, les noms des villes et villages furent remplacés par des noms en turc et il fut interdit de donner des prénoms kurdes aux enfants. La langue kurde fut interdite jusqu'en 1991.

En 1946, une éphémère « République du Kurdistan » fut fondée par les kurdes d'Irak.

Puis à partir de 1950, Mustapha Barzani prit la tête de la rébellion kurde irakienne. Les combats de 1961 à 1970 furent si meurtriers qu'on parla de génocide du peuple kurde.

Un accord fut signé le 11 mars 1970 avec le gouvernement de Bagdad promettant l'autonomie au Kurdistan. En 1974, Barzani rejette le statut d'autonomie établi par Bagdad et les combats reprennent jusqu'en mars 1975 où les combattants kurdes perdent le soutien de l'Iran qui ferme sa frontière.

La discorde s'installe entre la Syrie et l'Irak puis, en 1980, la guerre éclate entre l'Iran et l'Irak. Soutenus au début par la Syrie, les Kurdes d'Irak pratiquèrent la guérilla contre le régime irakien.

Un cordon de sécurité fut établi entre la frontière Turque et Irakienne et les villages furent rasés et dès 1979 la loi martiale fut établit par la Turquie dans plus de 16 provinces accompagnée de répression et de l'emprisonnement de plus de 4000 kurdes.

À l'Est, la République Islamique est proclamée et l'Iran lance une lutte sans merci contre les Peshmergas (combattants kurdes). Lors de la guerre Iran / Irak de 1981 à 1988, les kurdes Irakiens s'allièrent avec l'ennemi et l'armée Irakienne qui prit finalement l'avantage perpétra d'horribles massacres contre les populations civiles kurdes avec utilisation de gaz mortels. Beaucoup de kurdes se réfugièrent en Turquie.

LE PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan)

Le PKK fut créé en 1978 près de Diyarbakir et Öcalan fut élu secrétaire général. L'idéologie du PKK mêle lutte des classes et nationalisme et contrairement aux autres partis, accorde une grande importance à la lutte armée. Öcalan prit le surnom d'Apo, ou "oncle", appellation plus facile pour les paysans kurdes (à cette époque, les paysans représentent la grande majorité de la population kurde et à peine 25% ont eu la chance d'accéder à l'école primaire) Suite à une série d'arrestations, Öcalan se réfugie en Syrie.

Durant les années 70 de nombreuses organisations clandestines apparaissent et des dizaines de militants sont assassinés. Des attentats sont perpétrés contre des personnalités politiques, des dirigeants syndicaux et des massacres de civils ont lieu.

Fin 1979 débute une guerre entre les militants du PKK et les hommes de Celal Bucak, qui fera plusieurs dizaines de morts dans les rangs du PKK. Le 12 septembre 1980 a lieu un coup d'Etat militaire avec son lot d'arrestations, tortures et humiliations collectives.

En 1981, protestant contre les conditions de détention, les détenus politiques entreprennent une grève de la faim qui durera 44 jours. Malgré cela les tortures s'intensifient. Quatre cadres du PKK mourront lors de la deuxième grève de la faim de juillet 1982. Après ces événements, les conditions de détention s'amélioreront légèrement, mais une nouvelle grève de la faim sera déclenchée en 1983.

Le PKK conclut un accord de coopération avec le PDK d' Irak pour permettre l'ouverture de camps d'entraînement dans le Nord de l'Irak. En août 1984, débute la lutte armée du PKK au Kurdistan de Turquie. Öcalan est alors le chef unique et contrôle entièrement l'organisation qui va subir des pertes importantes. La guérilla s'installe et prend pour cible les fonctionnaires et représentants de l'Etat. Dès le printemps 1986, le PKK lance des unités dans des attaques surprises dans les régions le long de la frontière irakienne.

En réponse, des unités spéciales sont formées dans l'armée et la police et le nombre de « gardiens de villages » est multiplié. Ces unités massacreront les villageois refusant de prendre les armes pour devenir "gardiens de village" ou simplement refusant de dénoncer les guérilleros.

Parallèlement, les autorités accusent le PKK d'être responsable des massacres de civils alors que la plupart des massacres attribués au PKK étaient commis par les forces de l'ordre parce que les villageois n'acceptaient pas de prendre les armes.

Devenu président, Turgut Özal annonce le 28 mars 1990 une "zone de sécurité" dépeuplée le long de la frontière avec l'Irak. L'évacuation forcée des villages fut planifiée avec le projet politique de dépeuplement faisant disparaître plus de 3.500 villages.

Les organisations légales kurdes furent interdites. Entre 1990 et 1995, près de 4.000 leaders et intellectuels locaux kurdes furent assassinés. 5 millions de Kurdes ont été forcés à l'exode, le but étant de les intégrer à la société turque. Des centaines de civils furent tués et 30 villes et villages bombardés. C'est lors des festivités du Newroz, nouvel an kurde, les 21 mars des années 1990, 1991 et surtout 1992, que les manifestations et les massacres furent les plus violents.

La migration forcée a, de nouveau, signifié un arrêt du processus d'accès à l'école. Les

paysans privés de leur terre arrivent en ville sans ressources pour permettre la scolarisation de leurs enfants qui reste entièrement à la charge des familles.

En Mars 1991, comptant sur les promesses des Américains, les Kurdes d'Irak lancent un soulèvement populaire pour renverser Saddam Hussein affaibli par sa défaite contre les Alliés. Mais ils sont obligés de se replier et les Américains les laissent seuls face à l'armée Irakienne. Trois millions de Kurdes vont fuir et se masser aux frontières de la Turquie et de l'Iran. Sous la pression de l'opinion publique mondiale, les alliés vont établir une zone de sécurité placée sous la protection des Nations Unies. Les Kurdes irakiens organisent des élections en mai 1992 et forment un gouvernement à Erbil.

S'en suivent deux guerres fratricides entre le PKK et le PDK Irakien en 1992 et 1995.

En 1999, suite à un accord entre la Syrie et la Turquie, Öcalan doit quitter la Syrie et est finalement arrêté devant l'ambassade de Grèce au Kenya. De retour en Turquie, il est enfermé dans une île prison et s'est vu condamné à mort ; peine commuée depuis en prison à vie. Le reste des forces du PKK se sont à partir de 1999 repliées en Irak dans les montagnes du Kandil, frontière avec l'Iran.

En février 2000, le PKK annonce l'arrêt de la lutte armée et en septembre 2002, côté Irakien, le Parlement du Kurdistan ratifie l'accord de paix signé en 1998 à Washington.

En Août 2002, la Turquie, candidate à l'Union européenne vote en faveur de droits culturels pour le peuple kurde et abolie la peine de mort.

Suite à « L'amnistie » proclamée par le parlement de Turquie au mois d'août 2003 à l'égard des maquisards qui se rendraient et accepteraient de « collaborer », seulement 140 personnes en tout se seront rendues à sa levée en février 2004.

Sources : http://apa.online.free.fr/article.php3?id_article=4

Dictionnaire Encyclopédique d'Histoire, Edition Bordas

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/chronologie-du-kurdistan-1920-2013_780430.html

La région du Kurdistan de 2003 à 2013

2003 : Dès Février, l'opposition Irakienne prépare un prochain gouvernement en cas de renversement de Saddam Hussein.

2004 : En Mars, des émeutes éclatent à Qamichli en Syrie. Tandis qu'en Turquie, suite à la pression faite par le Conseil Européenne, la justice turque ordonne la libération de Leyla Zana et de trois autres ex-députés kurdes. Le même jour, les premières émissions en langue kurde sont diffusées à la radio-télévision d'État.

2005 : En Janvier, ont lieu les premières élections multipartites en Irak depuis 1953. Les kurdes obtiennent 77 députés à l'Assemblée national. Le Kurde Jalal Talabani est élu président de l'Irak en Avril et Massoud Barzani président de la région autonome en Juin.

2006 : Au printemps, des émeutes éclatent dans le sud-est de la Turquie et à Istanbul entre forces de sécurité et militants kurdes et font une vingtaine de morts. Le 12 septembre, un attentat à la bombe à Diyarbakir fait dix morts. Le PKK soupçonné d'être responsable par les autorités décrètent un cessez-le-feu le 30 Septembre.

2007 : En Mai, le gouvernement régional du Kurdistan Irakien obtient la responsabilité de la sécurité dans les trois provinces kurdes d'Erbil, de Dohouk et de Soulaïmaniyah. En Juillet, l'ONG Human Rights Watch dénonce l'usage de la torture par les forces de sécurité kurdes.

En Août, plus de 400 personnes sont tuées dans des attentats au Nord de l'Irak contre la minorité kurde yézidie tandis que l'Iran bombarde des bases rebelles kurdes iraniennes et ferme sa frontière avec le Kurdistan irakien.

En Décembre, l'armée de Turquie lance des raids aériens contre les bases du PKK en Irak.

2008 : Offensive militaire contre les Bases du PKK en Irak fin Février.

2009 : En Mai, des hélicoptères iraniens bombardent des villages kurdes au nord de l'Irak tandis que la Turquie et l'Irak signent un accord renforçant leur entente pour lutter contre les rebelles kurdes de Turquie basés dans le Kurdistan irakien.

En Août, des familles de soldats turcs et de rebelles kurdes morts au combat se réunissent à Diyarbakir, pour « Appeler à la Paix » au moment du 25ème anniversaire du déclenchement de la guérilla.

En Novembre, La diffusion de programmes en langue kurde sera autorisée à la radio et à la télévision; les partis politiques pourront faire campagne en kurde, et les noms "turquifiés" des villes pourront être remplacés par les noms d'origine kurde mais en Décembre le principale parti pro-kurde, le DTP, est dissous car accusé d'être lié aux séparatistes du PKK.

2010 : Au printemps, plusieurs dizaines de personnes soupçonnées d'être en lien avec le PKK sont arrêtées en Turquie : avocats, journalistes, personnalités dont le maire de Diyarbakir.

En Iran, au mois de Mai, cinq militants du PJAK dont une femme, accusés de terrorisme, sont pendus entraînant ainsi des troubles dans la province. En Juin, suite à la mort de 11 soldats turcs tués dans des attaques du PKK près de la frontière irakienne, le Premier ministre promet de "noyer dans le sang" les responsables de la mort des soldats et enterre la politique d'ouverture annoncée. **En Juillet, après des campagnes d'organisations de défense des droits de l'homme, la Turquie allège ses règles d'emprisonnement des enfants arrêtés lors de manifestations pro-kurdes et condamnés à de lourdes peines par la justice.**

En Iran, un attentat au cours d'une parade militaire tue au moins 10 personnes.

2011 : En Syrie, 300 000 kurdes sont naturalisés (en 1962, 20% des Kurdes de Syrie avaient été privés de leur nationalité)

En Turquie, le PKK met fin en Février à sa trêve unilatérale décrétée en août 2010. En Avril, visite historique du premier ministre turc au Kurdistan Irakien où il inaugure le nouvel aéroport d'Erbil, construit par une société turque. Sept candidats pro-kurdes du « Parti Pour la Paix et la Démocratie » sont déclarés inéligibles pour les législatives de juin. En Mai, des manifestations dégénèrent en affrontement avec les forces de l'ordre. Malgré les offres de paix d'Abdullah Öcalan, toujours dans son île prison, les affrontements reprennent entre les rebelles du PKK et l'armée turque. En Octobre, 24 soldats prissent dans des attaques à la frontière irakienne. Va suivre une répression avec arrestations de personnalités politiques, universitaires, avocats, journalistes et étudiants...

2012 : En Juillet, les forces armées de Syrie se retirent de certains villages et villes kurdes et le PYD kurde prend le contrôle de plusieurs localités.

En Turquie, a lieu le procès de 205 opposants du parti KCK accusés d'être la branche urbaine du PKK.

En Août, des membres du PKK kidnappent un député de l'Assemblée Nationale.

Après deux mois de grève de la faim de plusieurs centaines de détenus kurdes, Ankara dépose un projet de loi les autorisant à se défendre dans leur langue devant les tribunaux.

Le gouvernement Turc engage des discussions avec Abdullah Öcalan en vue du désarmement de l'organisation Kurde.

2013 : A Paris, le 10 Janvier, trois activistes kurdes, Sakine Cansiz, cadre du PKK, Fidan Dogan, représentante du Congrès national du Kurdistan (KNK) et Leyla Soylemez, une jeune activiste sont assassinées.

En Syrie, les miliciens kurdes et des groupes rebelles islamistes mettent fin à plus de trois mois d'accrochages près de la frontière turque.

En Turquie, Abdullah Öcalan appelle le PKK à renoncer aux armes demande aux "éléments armés" de se "retirer en dehors des frontières de la Turquie"

Sources : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/chronologie-du-kurdistan-1920-2013_780430.html